La nouvelle Assemblée comptera une quinzaine d'élus issus de l'immigration dite «arabo-musulmane»

19/06/2017 à 13h04

Ils s'appellent Mounir Mahjoubi, Fadila Khattabi, Saïd Ahamada, Brahim Hammouche ou Mostapha Laabid et sont, depuis ce dimanche 18 juin, députés de la République à Paris, en Côte d'Or, dans les Bouches-du-Rhône, en Moselle, en Ille-et-Vilaine. Selon notre pointage, la nouvelle Assemblée devrait compter une petite quinzaine d'élus dits «issus de l'immigration arabo-musulmane». Un reflet d'une diversité globale inédite dans l'hémicycle puisque, hors Outre-mer, ont par exemple été aussi élus pour la première fois, à Paris, la jeune avocate Laëtitia Avia, d'origine togolaise, la bibliothécaire Danièle Obono, d'origine gabonaise, ou l'entrepreneur d'origine sino-cambodgienne Buon Tan. En 2012, on comptait huit députés originaires de pays étrangers, tous élus du PS, dont aucun n'a retrouvé son siège cette année.

Le sujet est complexe car il renvoie rapidement à un risque d'assignation identitaire, dans un pays où les statistiques ethniques sont illégales, contrairement à l'approche beaucoup plus décomplexée qu'ont le Royaume-Uni ou les États-Unis du sujet. La chaire Moyen-Orient Méditerranée de l'École normale supérieure et l'institut de sondage Ifop viennent de s'en emparer lors d'une enquête dont les résultats préliminaires ont été dévoilés à la veille du second tour. Avec notamment pour objectif, selon l'islamologue Gilles Kepel, d'interroger à l'occasion de ces législatives «ce qui se passe dans les quartiers populaires et parmi les populations d'origine ou de

culture musulmane en particulier», sachant que «ces termes posent eux-mêmes question»: un prénom, un nom de famille ou une origine ne définissent pas en eux-mêmes une appartenance ou une pratique religieuse souvent bien plus complexes et nuancées. Cela est illustré par le cas de quelques dirigeants emblématiques du précédent quinquennat comme Najat Vallaud-Belkacem, qui se définit comme «musulmane par héritage» mais pas pratiquante régulière, ou Myriam El Khomri, héritière d'une double culture catholique et musulmane. De manière plus globale, l'enquête dite «Rapfi» menée par le Cevipof en 2005 montrait que 60% des Français originaires d'Afrique et de Turquie se déclaraient musulmans.

6,5% des candidats

Selon Jérôme Fourquet, directeur du département opinion et stratégies d'entreprises de l'Ifop, l'objectif de cette enquête est d'«essayer de déminer un sujet et un terrain hautement sensible avec des données objectives et neutres». L'institut est parti de la liste des 7.882 candidats pour essayer, pour l'essentiel à partir de leur prénom, d'identifier ceux appartenant à la diversité. Conclusion: 6,5% des candidats du premier tour affichaient un prénom appartenant à la culture arabo-musulmane. «Cette population a été représentée à due proportion dans les candidats qui ont sollicité les suffrages», explique Jérôme Fourquet, qui rappelle que 6,2% de la population française a au moins un parent musulman.

(…) Slate.Fr